

HORS SÉRIE : SEPTEMBRE 2021



BP-PP | B-02307
BELGIE(N)
BELGIQUE

Bureau de dépôt : Bruxelles X.
N° d'agrégation : P201042
Adresse de l'expéditeur :
Rue Coenraets, 68
1060 Bruxelles

RAPPORT ANNUEL 2020



► S O M M A I R E

Page 3	INTRODUCTION
Pages 4-5	NOS THÉMATIQUES
Page 6	SOLSOC, C'EST...
Page 7	LA CARTE DES PARTENAIRES
Page 8	BURUNDI
Page 9	RD CONGO
Page 10	BURKINA FASO
Page 11	SÉNÉGAL
Page 12	BOLIVIE
Page 13	COLOMBIE
Page 14	MAROC
Page 15	PALESTINE
Page 16-17	LA MOBILISATION ET LE PLAIDOYER
Page 18	LA RÉCOLTE DE FONDS
Page 19	LES FINANCES



SOLSOC est une organisation non gouvernementale agréée par la coopération belge (DGD) pour mettre en œuvre des programmes de développement durable dans les pays du Sud. Elle est aussi l'organisation de solidarité internationale de l'Action commune socialiste qui constitue son ancrage historique et social. En partenariat avec différentes composantes de celle-ci, elle soutient des actions dans 8 pays en Amérique latine, en Afrique et au Proche-Orient. Notre objectif commun est de permettre aux populations de vivre plus dignement et d'accéder à leurs droits socio-économiques et politiques. En Belgique, Solsoc interpelle les décideur·euse·s belges et européen·ne·s afin de relayer les revendications de ses partenaires. Un travail d'information et de mobilisation du public est également mené avec d'autres organisations progressistes qui partagent ses valeurs de démocratie, de solidarité et de justice sociale.

Rue Coenraets, 68 -
1060 Bruxelles

Tel : +32 (0)2 505 40 70
Email : info@solsoc.be

[facebook.com/SolsocASBL](https://www.facebook.com/SolsocASBL)
twitter.com/Solsoc

Directrice : Veronique WEMAERE • Présidente : Estelle CEULEMANS • Vice-présidentes: Gwenaëlle GROVONIUS et Martini HAGIEFSTRATIOU • Secrétaire/trésorière : Gabrielle JOTTRAND • Administrateur·rice·s : Jacques BOURGAUX, Tangui CORNU, Claudia CAMUT, Farah DEHON, Fanny DUBOIS, Delphine HOUBA, Paul JAMAR, Rafaël LAMAS, Florence LEPOIVRE, Amaud LEVEQUE, François MARLIER, Ahmed RYADI, Noémie VAN ERPS

Imprimerie : Nuance 4 s.a. www.nuance4.be • Graphisme : www.dirk.studio
Adresse de l'expéditeur : Rue Coenraets, 68 – 1060 Bruxelles



Solsoc est membre de l'Association pour une Ethique dans les Récoltes de Fonds (AERF) et adhère à son code éthique. Vous avez ainsi une garantie supplémentaire que nous utilisons les dons que vous nous faites avec rigueur et précaution. Vous avez un droit à l'information.

Solsoc respecte les obligations légales telles que stipulées dans le Règlement Général sur la Protection des Données.



► I N T R O D U C T I O N

ÉDITO

Nous avons plusieurs raisons de penser que l'année 2020 allait être mouvementée : pour Solsoc et ses organisations partenaires, l'agenda s'annonçait chargé, le contexte politique, économique et social dans plusieurs pays était pour le moins incertain. Mais qui aurait pu imaginer l'ampleur des perturbations que feraient déferler les vagues de coronavirus ? La Covid-19 a choqué par la rapidité et l'ampleur de sa propagation, ainsi que par la panoplie (ou l'absence) de mesures mises en place pour la contenir. À tel point que l'on ne peut vraiment dire qui a été épargné.

Les images poignantes de personnes intubées, de soignant·e·s dépassé·e·s et d'innombrables cercueils alignés ont été source d'émotion et d'angoisse. Une prise de conscience a commencé à émerger : si dans une telle situation sanitaire, les hôpitaux s'effondrent, c'est qu'ils étaient affaiblis dès le départ. La crainte de voir la situation virer au cauchemar là où les systèmes de santé sont plus rudimentaires ou fortement privatisés s'est révélée justifiée.

Plus largement, la nécessité d'assurer une protection sociale pour toutes et tous partout est (re-) devenue une préoccupation de premier plan. Alors que près de 2,7 milliards de personnes ont été touchées par un arrêt complet ou partiel de leurs activités et que de nombreuses autres personnes ont vu leurs conditions de travail fortement dégradées.

La crise multidimensionnelle causée par la Covid-19 a levé le voile sur les inégalités et les a aggravées en s'acharnant sur les groupes sociaux les plus vulnérables : travailleur·euse·s de l'économie informelle, peu qualifié·e·s, migrant·e·s, jeunes, ... Les femmes, majoritaires dans ces groupes, dans les métiers de la santé, du soin et dans les secteurs économiques les plus touchés, ont été à l'intersection de ces nouveaux problèmes et des structures de domination déjà existantes, avec une hausse vertigineuse des violences envers elles.

Cette lutte sociale et cette défense des droits humains sont d'autant plus nécessaires et à la fois difficiles dans des contextes bouleversés. Dans plusieurs pays, la société civile a dénoncé un durcissement du contrôle qu'elle subit ainsi qu'une augmentation

significative des cas de violation des droits fondamentaux et de la violence politique envers les leaders sociaux et syndicaux.

Pour relayer ces préoccupations majeures vers le public belge, Solsoc se tourne vers ses partenaires et allié·e·s politiques. Pour les organisations de notre mouvance qui défendent les valeurs de justice sociale, la formation en octobre 2020 du gouvernement « Vivaldi » augure une meilleure collaboration et une prise en compte accrue de notre vision.

La ministre de la Coopération au développement, Meryame Kitir, a affirmé à travers sa note d'orientation politique vouloir poursuivre la lutte contre les inégalités en donnant notamment une place importante à l'accès à la santé et au travail décent. Au mois de décembre, des députés PS ont de leur côté déposé une proposition de résolution visant à soutenir la mise en place d'un Fonds mondial de protection sociale.

L'horizon est encore flou, mais nous continuerons, ensemble avec nos partenaires, de creuser les opportunités, de rechercher des solutions créatives et alternatives, et de faire entendre nos voix pour avancer vers des systèmes égalitaires, inclusifs et résilients !

Veronique Wemaere, Directrice de Solsoc



NOS THÉMATIQUES

► LE TRAVAIL DÉCENT

Le Travail Décent est un concept développé par l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Il garantit des moyens suffisants pour satisfaire des besoins humains essentiels. Il repose sur quatre piliers : la création d'emplois et de moyens de subsistance durables, l'amélioration des conditions de travail, de la protection sociale et du dialogue social. Il implique l'élimination du travail forcé, l'abolition du travail des enfants, l'élimination de la discrimination de race ou de genre en matière d'emploi, etc.

Au travers du Programme 2017-2021 « Travail Décent » mis en œuvre conjointement par FOS, IFSI et SolSoc, nos organisations entendent promouvoir la mise en œuvre des différentes dimensions du Travail Décent pour les travailleur-euse-s de l'économie formelle et informelle.

Avec l'appui de ses partenaires syndicaux, la Centrale Générale et la Centrale Horval de la FGTB et les Mutualités socialistes UNMS/NVSM, le programme commun renforce ainsi 24 partenaires, 360 associations et réseaux d'associations à base communautaire dans les domaines de l'économie sociale et solidaire, la protection sociale, la défense des droits des travailleur-euse-s, la démocratie et la citoyenneté.



► LA PROTECTION SOCIALE

Chacun-e traverse des moments dans sa vie où il-elle est plus vulnérable. C'est le cas en particulier lorsque l'on tombe malade, que l'on a un accident, mais également quand on perd son emploi. Ce que nous connaissons en Belgique sous le terme de sécurité sociale est un système d'assurance individuelle basé sur la solidarité et sur une responsabilité collective de la société. Il consiste à garantir l'accès aux soins de santé et à des revenus de remplacement qui forment un filet de sécurité pour continuer à vivre une vie digne dans les moments difficiles. La protection sociale est un droit universel, inscrit dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme depuis 1948. Pourtant, seulement 27 % de la population mondiale bénéficient d'une couverture sociale. En Afrique où le défi le plus urgent est l'accès à la santé, plus de 80 % n'ont pas accès à une protection sociale.

Pour Solsoc, il est fondamental de renforcer ce cadre et aussi de le protéger dans les pays où les systèmes de protection sociale sont fragiles ou en voie de privatisation. C'est pourquoi, avec l'appui de l'UNMS et des fédérations Solidaris (WAPI, Solidaris Charleroi, Solidaris Liège, Mutualité du Brabant), Solsoc soutient dans 4 pays d'Afrique (Sénégal, Burkina Faso, Burundi et RD Congo) l'extension des mutuelles de santé communautaires afin de permettre à des familles issues du secteur rural et informel d'accéder à des soins médicaux.

Solsoc encourage par ailleurs la mise en réseaux des mutuelles pour mieux défendre les politiques de santé publique dans les secteurs formels et informels, et l'Assurance Maladie Universelle (AMU).



► L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Alternative économique au modèle néolibéral, l'économie sociale et solidaire promeut un système basé sur la participation démocratique et la solidarité, plutôt que sur la compétition et la recherche du profit à tout prix. Au Nord comme au Sud, le modèle prend de l'ampleur et rencontre du succès.

Pour Solsoc, l'Économie Sociale et Solidaire constitue une réelle stratégie de création d'emplois décents et d'amélioration des conditions de vie. Que ce soit en milieu urbain ou rural, elle s'adresse majoritairement au secteur informel et aide à repenser les modes de production, de transformation et de commercialisation des produits, ainsi que la gestion économique des coopératives. Les résultats ne se traduisent pas seulement en termes de revenus, mais aussi en qualité de vie, durabilité des dynamiques, inclusion des plus vulnérables, protection de l'environnement. Solsoc entend donc renforcer les capacités des ONG partenaires du Sud et appuyer des coopératives et autres dynamiques économiques avec une attention particulière envers les femmes et les jeunes.

Ces initiatives sont soutenues par Solsoc au Sénégal, au Burkina Faso, en RDC, au Burundi, en Bolivie, en Colombie et au Maroc avec l'appui des assurances P&V.



► LA DÉMOCRATIE, LES DROITS HUMAINS ET LA PARTICIPATION

Pour Solsoc, le développement passe nécessairement par le respect des droits humains et de la démocratie. Cela peut paraître évident, et pourtant... Tandis que les extrêmes racistes et autoritaristes ont le vent en poupe, les menaces qui pèsent sur les leaders des mouvements sociaux, les activistes environnementaux, les défenseur-euse-s des minorités s'assombrissent. Malgré ces difficultés et pour tenter d'y résister, nous soutenons la participation des organisations de la société civile et en particulier des jeunes et des femmes à la définition des politiques publiques qui les concernent, qu'elles soient sociales, agricoles ou commerciales.

SOLSOC ET SES PARTENAIRES NORDET SUD DÉFENDENT :

- Le droit international et l'application des résolutions de l'ONU.
- Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes en toute indépendance et souveraineté.
- Le droit à la réparation pour les populations victimes de violations de leurs droits ou d'atteinte à leur intégrité physique ou morale.
- L'égalité des droits entre hommes et femmes.
- Le respect des normes sociales et environnementales dans les traités de commerce internationaux.
- Le droit à une alimentation adéquate et durable et le droit à la terre.



SOLSOC, C'EST...

▶ **24** ORGANISATIONS PARTENAIRES ASSOCIÉES

▶ **360** ASSOCIATIONS LOCALES OU RÉSEAUX SOUTENUS

▶ **DANS 8 PAYS D'AFRIQUE, D'AMÉRIQUE LATINE, EN PALESTINE, ET EN BELGIQUE**

▶ **38** PLATEFORMES ET RÉSEAUX DE SENSIBILISATION ET DE PLAIDOYER AUXQUELS SOLSOC PARTICIPE

▶ **307.645** EUROS DANS LE CADRE DE NOTRE PROGRAMME DE SENSIBILISATION ET DE PLAIDOYER EN BELGIQUE

▶ **3.663.196** EUROS D'APPUI À SES PARTENAIRES SUD

▶ **257** DONATEUR·RICE·S

▶ **19** PERMANENT·E·S (15,8 ETP)

▶ **DES COLLABORATIONS AVEC 8 ORGANISATIONS DE L'ACTION COMMUNE SOCIALISTE (FGTB, SOLIDARIS, PS, FPS, MJS, PAC, P&V, MULTIPHARMA)**

LA CARTE DES PARTENAIRES



BURUNDI

CONTEXTE

Un nouveau président de la République a été élu en mai 2020, lors d'une campagne électorale relativement calme. Les mouvements sociaux et ONG font l'objet d'une surveillance stricte et les cadres d'expression et revendication restent fortement contrôlés et limités. Sur le plan économique, les perspectives ne semblent pas s'améliorer. La fermeture des frontières à cause de la pandémie a influé sur la hausse du prix de certaines denrées alimentaires. La rareté des devises s'est amplifiée et l'inflation continue toujours de progresser. La filière café reste toujours perturbée par la mesure de dé-privatisation prise par l'État. À cela s'ajoutent des cours mondiaux toujours bas, une production faible, un taux de change défavorable, des difficultés dans la gestion des coopératives, des intempéries et catastrophes naturelles qui continuent de maintenir la majorité des Burundais dans des conditions de vie précaires.

NOTRE ACTION

Solsoc agit en milieu rural dans la région du Kirimiro en appuyant des coopératives et autres initiatives d'économie sociale et solidaire (IESS). Avec le soutien de Wallonie-Bruxelles International, 155 emplois (dont 33 permanents) ont ainsi été créés depuis le début du programme. Les partenaires de Solsoc (ADISCO, CNAC, UHACOM) mènent également un important travail de plaidoyer et de sensibilisation pour que les politiques soient plus favorables à l'agriculture familiale. Solsoc appuie 27 mutuelles de santé communautaires, accompagnées par ADISCO, dans les 5 régions caféicoles du Burundi. L'environnement dans lequel évoluent les mutuelles reste difficile. La Carte d'Assistance Médicale (CAM), même si elle offre des services de mauvaise qualité, est maintenue par l'État et continue de concurrencer les mutuelles. Malgré tout, celles-ci ont réussi, à travers des actions de sensibilisation et d'ancrage communautaire, à augmenter leurs effectifs de 35 % en 2020. Sur le plan syndical, avec le soutien de la FGTB Horval, notre partenaire, la FEBUTRA continue d'étendre son champ d'action. Fin 2020, elle comptait 14 syndicats membres et 18 coopératives affiliées

« Je suis agricultrice et membre de la coopérative « TERUJIMBERE ». Avec ADISCO, j'ai entrepris des projets d'agriculture intégrée, d'élevage et puis j'ai économisé 30 000 francs burundais pour démarrer une boulangerie. Au début, j'avais beaucoup de soucis : lors de la cuisson, le four devenait trop chaud et calcinait les pains. J'ai parlé de mon problème à ADISCO qui m'a formée pour améliorer la qualité du pain et m'a accordé un financement de 400 000 francs burundais avec lesquels j'ai pu faire construire un four moderne, acheter un vélo pour le transport des pains et 50 kg de farine de blé. Aujourd'hui, je gagne suffisamment pour payer le loyer et les salaires de mes quatre employés. »

Virginie HAKIZIMANA de Giheta, province Gitega.

4 PARTENAIRES

**81 ORGANISATIONS
LOCALES APPUYÉES**

**692.438 €
D'APPUI ANNUEL**

RD CONGO

CONTEXTE

Dans le contexte de la pandémie de Covid-19, la RDC est comptée parmi les pays au monde qui réunissent le plus de facteurs de risque (taux de pauvreté élevé, système sanitaire déficient et zones urbaines surpeuplées) et où les impacts de la pandémie (même si en 2020 elle a été moins virulente qu'attendu) exacerbent encore plus ces facteurs. Les prévisions prévoient une récession économique de -2,2 % conséquente à la pandémie. L'agriculture, considérée par la nouvelle Présidence comme une perspective de développement intéressante susceptible de contribuer au décollage économique du pays et à la réduction de la pauvreté, reste malgré tout peu performante. Elle est freinée par son sous-financement, l'absence d'une administration dynamique et compétente, le mauvais état des routes des dessertes agricoles et sa faible productivité.

NOTRE ACTION

Les actions du programme de Solsoc sont en lien avec les 4 dimensions du Travail Décemment. Diverses actions du programme permettent de renforcer le leadership des citoyen-ne-s et de soutenir le plaidoyer en faveur de l'agriculture familiale. Dans le domaine de la protection sociale, Solsoc et ses partenaires Solidaris Liège, l'UNMS et Multipharma accompagnent 3 mutuelles de santé (LONALO, MUSQUAP et MUSAFY) afin qu'elles soient reconnues comme des actrices incontournables dans la mise en place de la Couverture Sanitaire Universelle (CSU). De plus, Solsoc et ses partenaires, dont la Centrale Générale (par le biais de Co-valent), permettent la création d'emplois en accompagnant 27 microentreprises en milieu rural et urbain dans le secteur minier artisanal, agricole, de la commercialisation et de la construction. La Coopérative « Musala se musala » (« Il n'y a pas de sot métier ») financée par Bruxelles International a été légalisée selon le modèle OHADA. Cette reconnaissance officielle l'autorise à organiser la collecte des poubelles ménagères dans les quartiers de la Ville de Kinshasa sur base d'abonnement. Ses membres, 20 jeunes éboueur-euse-s, dont 6 jeunes filles, sont formé-e-s au tri sélectif et à la transformation de déchets.

Avec les pillages populaires de 1991 et 1993, beaucoup d'entreprises ont fermé leurs portes. Je me suis retrouvé sans emploi et sans revenu. J'étais père, je devais continuer à assumer mes responsabilités. Je me suis alors lancé dans l'élevage de porcs, comme plusieurs de mes anciens collègues. Ensemble, nous avons créé, « l'association des éleveurs des centres maraîchers de Kinshasa », (AECMK). Dans le cadre de son programme d'appui aux entreprises sociales, le CENADEP nous a proposé de mettre en place une cantine coopérative pour la vente de produits zootechniques et vétérinaires. Désormais, celle-ci nous facilite l'approvisionnement et à un prix abordable. Nous ne dépendons plus des commerçants. Nos élevages sont plus performants, nos revenus ont sensiblement augmenté et nous sommes dorénavant devenus autonomes financièrement.

Didier BADIBANGA, président de l'IESS AECMK

3 PARTENAIRES

**36 ORGANISATIONS
LOCALES APPUYÉES**

**641.907 €
D'APPUI ANNUEL**

BURKINA FASO

CONTEXTE

En 2020, à l'insécurité au Sahel est venu s'ajouter l'impact des mesures Covid. Dans ce contexte, il est primordial de continuer à renforcer des acteurs clés de la transformation sociale. De mars à mai 2020, la population a été confinée et la quarantaine a été appliquée aux villes. L'économie burkinabè s'est retrouvée en berne. Et pour les syndicats, l'imposition des mesures barrières a amené des restrictions sur les rassemblements.

NOTRE ACTION

Solsoc et l'organisation partenaire, ASMADE, favorisent la création d'emplois durables avec des revenus viables pour les travailleur-euse-s de l'économie informelle et du monde rural, plus particulièrement les jeunes et les femmes. Ainsi, le programme renforce un réseau d'associations transformatrices de produits agroalimentaires au niveau organisationnel, technique et politique, de façon à ce qu'ils représentent une véritable force de mobilisation et qu'ils puissent revendiquer une amélioration de leurs conditions auprès des décideur-euse-s. Avec l'appui de la FGTB-HORVAL, Solsoc et les syndicats partenaires UCRB, FNBP-B et SYNTETH travaillent ensemble à améliorer les droits des travailleur-euse-s du secteur de l'agroalimentaire. Ces syndicats se structurent en plateforme et se renforcent aux niveaux organisationnel et politique. Avec l'appui technique de l'UNMS, Solsoc et les organisations partenaires ASMADE et UMUSAC se mobilisent pour étendre la protection sociale. Le programme accompagne 62 mutuelles de santé et leurs unions régionales, ainsi qu'une plateforme nationale d'acteurs mutualistes, la CAMUS. En 2020, 54.768 personnes ont bénéficié d'un accès amélioré aux soins de santé.

« J'ai été impressionné par l'activité de transformation agroalimentaire que mène ma mère. Elle qui n'a pas eu la chance de faire des études voulait que je sois fonctionnaire et m'a inscrit à l'École Nationale des Enseignants du Primaire où j'ai achevé mon cursus. Mais voyant son enthousiasme au travail et le modèle qu'elle inspirait aux autres femmes, j'ai décidé d'adhérer à son association TeegaWendé. Étant membre, j'ai participé aux activités menées dans le cadre du programme 2017-2021 que Solsoc et ASMADE mènent ensemble en appui au CARTPL. Cela a fait naître en moi une passion et aujourd'hui, j'ai quitté l'enseignement pour faire de la transformation agroalimentaire mon métier. Maintenant, je vis de cette activité et, en plus, je suis formateur en agroalimentaire et en saponification mais aussi chargé de la recherche de marchés et de la commercialisation des produits agroalimentaires. En 2020, j'ai formé les membres du CARTPL à la protection de l'environnement et coanimé une formation sur l'entrepreneuriat agricole. »

Kargougou Djuma Abdoul Moubarac

3 PARTENAIRES

**90 ORGANISATIONS
LOCALES APPUYÉES**

**612.597 €
D'APPUI ANNUEL**

SÉNÉGAL

CONTEXTE

La protection sociale et l'économie sociale et solidaire sont les deux premiers piliers de la politique annoncée par la Présidence du Sénégal, rendant ainsi le contexte favorable aux volets du programme 2017-2021 dans lesquels se sont engagés les partenaires de Solsoc au Sénégal. L'État encourage aussi les mouvements de jeunes. Les mutuelles et les IESS vont de l'avant, même si les financements de l'État suivent avec retard, et que ces structures ont une trésorerie encore fragile. Les mutuelles sont bien engagées dans la voie de la professionnalisation et de la digitalisation. Parallèlement, l'offre de soins doit aussi être améliorée afin que les membres des mutuelles trouvent un sens à leur démarche. Comme ailleurs, la Covid-19 a entraîné une crise profonde avec pour impact une baisse des revenus qui affecte plus les femmes que les hommes ; une inflation des denrées de base; un accès difficile aux intrants agricoles et 14% des Sénégalais-e-s ont renoncé ou n'ont pas pu recevoir des soins de santé pour des affections autres que la Covid-19 sur la période du 2 mars au 26 avril 2020, avec un impact plus important chez les femmes et les filles.

NOTRE ACTION

Solsoc et l'organisation GREEN-Sénégal travaillent en partenariat à l'amélioration de l'accès des travailleur-euse-s de l'économie informelle et du monde rural, et plus particulièrement les jeunes et les femmes à des revenus viables. Dans ce cadre, le programme renforce des réseaux d'Initiatives d'Économie Sociale et Solidaire (IESS) et des mouvements de jeunes. Un appui organisationnel, technique, thématique et politique leur permettra de représenter une véritable force de mobilisation et de jouer pleinement leurs rôles respectifs dans l'extension de leurs droits sociaux, politiques et économiques. Avec le soutien de l'UNMS et de Solidaris, Solsoc, Green-Sénégal et le réseau Oyofal Paj travaillent en partenariat et se mobilisent en vue de l'extension de la protection sociale. Dans ce cadre, le programme renforce des mutuelles de santé ainsi que leurs unions départementales et régionales.

« Je suis membre de la mutuelle Oyofal Paj de Keur Maba et je cotise chaque année pour quatorze personnes. En 2016, ma femme est tombée malade. Sa situation était grave et le poste de santé de Keur Maba nous a référés au centre de santé de Niour du Rip, puis après 3 jours, on nous a envoyés à l'hôpital régional de Kaolack. La mutuelle a payé 80% des frais tels que les ordonnances, les radios, l'hospitalisation et moi, j'ai contribué pour 20%. Sans la mutuelle, j'aurais dû vendre mes semences, une vache ou un cheval. Mais grâce à la mutuelle, j'ai pu surmonter ce très gros problème. Être dans une mutuelle, ça augmente l'économie et ça rend les soins abordables et accessibles dans les structures sanitaires publiques et je veux vous dire « gnak booku ci mutuelle woorute34 ». Merci ! »

El Hadji Djim Touré, 1er Vice-Président de la mutuelle de santé Oyofal Paj de Keur Maba Diakhou et bénéficiaire de la mutuelle.

2 PARTENAIRES

**33 ORGANISATIONS
LOCALES APPUYÉES**

**245.221 €
D'APPUI ANNUEL**

BOLIVIE

CONTEXTE

L'année 2020 a été une année électorale caractérisée par une polarisation aigüe entre le Mouvement vers le socialisme (MAS), et le pouvoir exécutif transitoire de l'administration Añez. Pendant cette période transitoire, le pays a connu une série de violations des droits humains et de scandales de corruption, mais a aussi dû réagir à la pandémie de Covid-19. Le gouvernement transitoire a pris des mesures strictes de confinement qui ont mis en évidence les faiblesses structurelles des systèmes économiques, de santé et d'éducation et les inégalités de genre. La crise liée à la Covid-19 a eu des effets dévastateurs pour les travailleur-euse-s ouvrier-ère-s qui ont perdu leur emploi sans octroi de bénéfices sociaux. Le chômage a triplé entre 2019 et 2020 pour atteindre 12 % ; on recense plus de 5000 travailleur-euse-s licencié-e-s pendant la crise. Une grande partie de l'activité professionnelle se situe dans l'économie informelle (80 % de femmes) et c'est précisément dans ces secteurs que les travailleur-euse-s ont perdu près de 70 % de leurs revenus. La crise a aussi provoqué une augmentation des cas de violence contre les femmes,

NOTRE ACTION

Solsoc, avec ses 4 partenaires boliviens, la Fondation PASOS, AYNÍ, REMTE et FUNDDASUR, soutient des Initiatives d'Économie Sociale et Solidaire (IESS) gérées par des producteur-riche-s paysan-ne-s dans les régions de Sucre et de La Paz, avec un focus particulier sur les femmes et les jeunes. Les stratégies du programme visent à renforcer et légaliser les IESS, promouvoir la production écologique, l'accès aux marchés à des prix équitables afin de générer des emplois décents, durables, solidaires et inclusifs. Nos partenaires boliviens portent une attention particulière au respect de l'environnement, à l'équité de genre et générationnelle. Dans le domaine syndical, Solsoc et la FGTB Horval appuient l'École Nationale Syndicale de la Confédération Générale des Travailleur-euse-s Ouvrier-ère-s (Fabriles) de Bolivie (CGTFB), la Fédération des Travailleur-euse-s du secteur de l'HORECA. Les actions menées visent à former et renforcer les capacités des travailleur-euse-s dans leurs actions de plaidoyer pour la défense de leurs droits au travail.

« Depuis 2017, je suis membre de l'association départementale de producteur-riche-s de légumes propres de Chuquisaca – APROHOLICH, soutenue par la Fondation PASOS et Solsoc. Les formations au sein de l'association m'ont aidée à renforcer mes capacités dans la production de produits maraîchers, afin de produire de manière propre et écologique, sans produits agrochimiques. Aujourd'hui, avec ma famille, nous produisons plus de 35 variétés de légumes et de fruits. Nous emmenons nos produits dans l'espace commercial de l'ECOFERIA de notre village où nous les vendons directement aux consommateurs. Avant, nous vendions nos produits à des intermédiaires qui ne les payaient pas un prix juste. Mais depuis que nous faisons partie de ce circuit court, nos bénéfices ont augmenté et nous ont permis d'améliorer nos revenus. »

Doña Esperanza Saygua, Communauté Naranjos, Municipalité de Sucre

4 PARTENAIRES

**25 ORGANISATIONS
LOCALES APPUYÉES**

**441.040 €
D'APPUI ANNUEL**

COLOMBIE

CONTEXTE

En 2020, les cas de violation des droits humains ont augmenté, notamment, en raison de la crise générée par la pandémie de Covid-19. En effet, cette crise sanitaire a rendu visible et exacerbé la crise sociale et économique de la majorité de la population colombienne, en particulier, celle vivant du travail informel. Le système de santé mercantile n'était pas préparé à faire face à ce phénomène et, par conséquent, la réponse a été totalement inadéquate, ce qui a placé la Colombie parmi les 10 pays au monde les plus affectés par la Covid-19. Le système de risques professionnels n'a pas non plus été en mesure de réagir de manière adéquate pour empêcher une contagion massive sur le lieu de travail. Avec les mesures de confinement, les actions des groupes armés ainsi que les déplacements massifs, on déplore une augmentation du taux d'assassinats des leaders sociaux et des défenseur-se-s des droits humains. En 2020, 310 assassinats de leaders sociaux ont été enregistrés et 64 ex-combattant-e-s signataires de l'Accord de paix ont été tué-e-s.

NOTRE ACTION

Solsoc et ses partenaires ATI et IPC, cherchent à contribuer à la création de conditions de travail et de vie décentes pour les travailleur-se-s et les populations marginalisées par le système politique, économique, social et culturel. Il est essentiel de renforcer les acteurs sociaux (syndicats, organisations de paysan-ne-s, des Afro-Colombien-ne-s, de femmes, des populations rurales déplacées, les mouvements des victimes, etc.), de promouvoir et soutenir les Initiatives d'Économie Sociale et Solidaire (IESS), de récupérer leurs droits de propriété à la terre et de renforcer l'agriculture paysanne familiale et communautaire (ACFC). Le programme appuie aussi la mise en réseaux afin de renforcer les alliances rurales et urbaines, les processus de plaidoyer et de dénonciation des violations des droits humains. Avec le soutien de la FGTB Horval, Solsoc et ATI accompagnent les trois syndicats SINALTRAINAL, SINTRACATORCE et USTIAM. Ceux-ci se renforcent au niveau de leurs connaissances en matière politique, réglementaire, législative et articulent leurs actions afin de former un bloc intersyndical dans le secteur agroalimentaire et de consolider leurs liens avec les réseaux de l'agriculture paysanne familiale et communautaire (ACFC).

« Je suis née à Necoclí, au nord d'Urabá à Antioquia. En 1995, ma famille et moi avons été déplacés par des groupes armés qui nous ont forcés à quitter nos terres pour aller vivre à Apartadó. En 2010, j'ai été élue secrétaire, puis, en 2019, présidente de l'Association Tierra y Paz qui accompagne les familles déplacées ayant perdu leurs terres. Grâce au soutien d'organisations telles que Solsoc et l'IPC, Tierra y Paz est maintenant reconnue comme organisation de défense des droits des familles déplacées. En 2020, j'ai été menacée en raison de mon statut de leader social, mais je suis convaincue que je dois continuer à me battre. C'est pourquoi le soutien d'organisations nationales et internationales est fondamental, car elles nous font grandir et nous encouragent à résister. »

Ayineh Pérez Galán

2 PARTENAIRES

**7 ORGANISATIONS
LOCALES APPUYÉES**

**310.471 €
D'APPUI ANNUEL**

MAROC

CONTEXTE

Au Maroc, la crise de la Covid-19 a mis en exergue la réalité des inégalités sociales et territoriales et les dysfonctionnements issus des choix stratégiques et politiques de l'État dans différents secteurs comme la santé, l'emploi, la couverture sociale, l'enseignement, le logement, etc. Les femmes payent également un large tribut à la crise sanitaire. La fermeture des écoles et l'enseignement à distance augmentent leur charge de travail domestique. Elles s'occupent à la fois des enfants et des personnes âgées. Les 20 % de femmes marocaines actives sur le marché de l'emploi se retrouvent en première ligne dans la lutte contre la Covid-19 (personnel médical, paramédical, du secteur social). Le taux de chômage a augmenté de 50 % en une année et de larges franges de la population exerçant dans l'économie informelle n'accèdent pas aux mesures prises dans l'urgence par l'État afin d'atténuer l'impact de la crise. Il est urgent de remédier à cette carence structurelle à travers des actions et des réformes pour renforcer et étendre aussi bien la protection sociale que la couverture maladie à toutes les couches de population.

NOTRE ACTION

Avec le soutien des assurances P&V, Solsoc et les trois partenaires AJR, AFAQ et l'IFAAP appuient directement 15 associations et 15 initiatives d'Économie Sociale et Solidaire dans 6 quartiers de Casablanca afin de les renforcer sur le plan technique, stratégique et politique. Travailler avec les associations de quartier renforce les liens solidaires et humains et l'implication collective pour le changement. Ces associations qui gissent en étroite collaboration avec la population développent des projets de quartier sur base des besoins exprimés par les citoyen-ne-s dans les domaines de la santé, la jeunesse, l'éducation, l'économie sociale et solidaire, l'égalité des chances, l'environnement et l'accès aux services publics. Certaines accompagnent des femmes et des jeunes en appuyant la création de coopératives ou de petites entreprises pour lutter contre l'exclusion et la marginalisation économique des populations des quartiers populaires. Avec les associations et les IESS, les partenaires IFAAP, AJR et AFAQ sont soucieux de porter auprès des pouvoirs publics les enjeux en faveur de l'Économie Sociale et Solidaire, l'extension de la protection sociale et les préoccupations des jeunes et des femmes.

« Je suis membre fondatrice de la coopérative « Nissae El Houma » (les femmes du quartier). Je suis mariée et mère de deux filles de 18 ans et 16 ans. Le revenu de mon mari est insuffisant pour subvenir à tous les besoins de la famille. J'ai suivi les cours de couture traditionnelle organisés par l'Association « Tawiya » à la Maison des jeunes du quartier et j'ai maintenant cette compétence. Nous sommes maintenant reconnues comme artisanes et nous avons aussi des compétences en gestion. La coopérative a changé ma vie. Avant, j'étais renfermée car je n'avais pas un sou. Maintenant je me sens libre et responsable car je partage les charges familiales avec mon mari. Avec notre coopérative « Nissae El Houma », nous bâtissons une expérience concrète d'économie sociale et solidaire. Je rêve que toutes les femmes du quartier, et surtout celles qui, après que les enfants ont grandi, doutent de leur rôle dans la vie, puissent bénéficier de ce progrès »

El Helba Najat, Quartier Roches Noires, Casablanca

3 PARTENAIRES

**30 ORGANISATIONS
LOCALES APPUYÉES**

**167.563 €
D'APPUI ANNUEL**

PALESTINE

CONTEXTE

L'année 2020 peut être considérée comme une des pires que la Palestine ait connues depuis plusieurs décennies. D'une part à cause des conséquences de l'épidémie de Covid-19 sur le pays en général et pour Gaza en particulier. D'autre part à cause du contexte d'occupation légitimé par le gouvernement américain à l'origine de l'« Accord du siècle », un plan de paix qui implique le contrôle total de Jérusalem par Israël et l'annonce unilatérale d'un plan d'annexion des territoires palestiniens occupés. La pandémie de Covid-19 n'a fait qu'aggraver la situation humanitaire catastrophique déjà existante tant en Cisjordanie qu'à Gaza. Ces crises sanitaires et humanitaires se sont inscrites dans un contexte marqué par une économie locale en pleine stagnation, une dépendance quasi totale à l'égard de l'économie israélienne et un chômage chronique. L'épidémie mondiale a eu de graves conséquences sur le plan social et économique pour les petites entreprises, les agriculteur-riche-s, les éleveur-euse-s, les ouvrier-ère-s et ceux-elles qui mènent des activités économiques informelles.

NOTRE ACTION

Solsoc appuie ses partenaires MA'AN Development Center et PAC (Popular Art Center) qui travaillent avec les jeunes employé-e-s, chômeur-euse-s et étudiant-e-s, ainsi qu'avec des organisations locales et des décideur-euse-s. En 2019, les jeunes du programme ont continué à renforcer leurs liens avec les jeunes Palestinien-ne-s vivant en Israël, et ceux-elles des camps de réfugié-e-s au Liban. Ces échanges ont tourné autour de la mise en place de coopératives agricoles. Ce qui a poussé beaucoup d'entre eux-elles à créer des initiatives agricoles en Cisjordanie. Solsoc et la FGTB Centrale Générale soutiennent la PGFTU, le principal syndicat palestinien, avec les travailleur-euse-s du secteur des carrières de pierre. L'objectif du programme est de sensibiliser et former les travailleur-euse-s, en particulier sur les mesures de santé et sécurité au travail. Par ailleurs, le syndicat mène également des actions de plaidoyer pour améliorer le respect des droits des travailleur-euse-s, en particulier l'application, voire l'extension, du Code du travail. Des visites conjointes aux carrières de pierre en Cisjordanie ont permis d'encourager certains employeurs à s'engager pour garantir des normes de sécurité et de santé à leurs travailleur-euse-s.

« J'ai rejoint le projet FADOC en 2020, comme bénévole. Pour moi, je pense qu'il s'agit d'un défi personnel pour me permettre d'exprimer ma personnalité. J'ai beaucoup appris en rencontrant de nouvelles personnes. Je vois le FADOC comme l'espace où je peux mettre en pratique ma liberté d'expression, rencontrer et échanger avec des pairs partageant les mêmes idées. Je m'inscris à toutes les activités mises en place par le FADOC. J'ai eu la chance de visiter toute la Cisjordanie, ce que je n'aurais pas pu faire. Le moment qui m'a marqué en 2020 a été ma participation à la campagne « Debout comme les olives et le thym » où j'ai eu l'occasion de visiter les fermes environnantes des colonies israéliennes autour de la Cisjordanie et de travailler main dans la main avec les agriculteur-riche-s dans la récolte de leurs cultures. Pour moi, c'est ça la solidarité et le compromis. »

Waleed Abu Zahra, 19 ans, du camp de réfugiés de Nour Shams à Tulkarem

3 PARTENAIRES

**51 ORGANISATIONS
LOCALES APPUYÉES**

**329.043 €
D'APPUI ANNUEL**

LA MOBILISATION ET LE PLAIDOYER EN BELGIQUE

En Belgique, Solsoc relaie les préoccupations et les revendications des organisations partenaires à l'international. C'est ensemble qu'ils se proposent de mobiliser le public belge et européen sur les enjeux « Nord/Sud » pour un développement solidaire et durable. L'ONG mène un travail d'information et de mobilisation du public belge en partenariat avec d'autres organisations progressistes qui partagent ses valeurs politiques et philosophiques de solidarité et de justice sociale. Ces organisations sont : la FGTB, Solidaris, les FPS, le MJS, PAC, le CNC-D-11.11.11, ainsi que d'autres organisations de la société civile belge concernées par la solidarité internationale

Parce que le monde ne changera pas si des politiques sociales, économiques et financières plus justes ne sont pas mises en œuvre, Solsoc mène un travail d'interpellation des décideur-euse-s politiques belges et européen-ne-s afin de relayer les revendications et préoccupations de ses organisations partenaires dans les pays d'intervention, en particulier en ce qui concerne la Colombie, la Palestine et l'Afrique Centrale où l'ONG intervient. Afin de donner davantage de poids à son action politique, Solsoc travaille en étroite collaboration avec ses partenaires FOS et IFSI. Solsoc intègre également des plateformes de plaidoyer aux côtés d'autres ONG et de mouvements sociaux belges.



LE PLAIDOYER POLITIQUE EN CHIFFRES:

70



Participant-e-s à la table ronde sur le devoir de vigilance organisée par le groupe de travail (GT) Corporate Accountability dont Solsoc fait partie

5 Rencontres avec des parlementaires socialistes



30 Contributions au travail parlementaire, dont des questions parlementaires



ZOOM // LA CAMPAGNE «LA PROTECTION SOCIALE EST UN DROIT, PAS UN PRIVILEGE»

L'année 2020 a vu le lancement de la campagne « La protection sociale est un droit, pas un privilège ! » par Solsoc, IFSI et FOS dans le cadre de leur programme commun, avec le soutien de Solidaris, de la FGTB Horval, de la Centrale Générale-FGTB et de la Coopération belge au Développement. La campagne a été lancée le 7 octobre 2020 à l'occasion de la journée mondiale du Travail Décent.

Cette campagne est transversale à tout le volet Belgique car elle implique(ra) à la fois des stratégies de mobilisation, de plaidoyer politique, de communication et de récolte de fonds

► LE MESSAGE PRINCIPAL DE LA CAMPAGNE :

La protection sociale est un droit universel, inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme depuis 1948. Il est primordial aujourd'hui de faire de la protection sociale une priorité partout dans le monde. C'est un droit, pas un privilège !

► LES REVENDICATIONS POLITIQUES DE LA CAMPAGNE ADRESSÉES AU GOUVERNEMENT BELGE :

- Investir davantage dans la protection sociale au sein de la coopération au développement.
- Soutenir la création d'un Fonds mondial de protection sociale.
- Promouvoir la ratification de la convention 102 de l'OIT.

LA PROTECTION SOCIALE EST UN PRIVILEGE
DROIT



laprotectionsocialeestundroit.org

► LES SUPPORTS DE LA CAMPAGNE :

La campagne se décline principalement en un site internet qui héberge une série d'informations et de ressources sur l'état de la protection sociale dans les pays d'intervention de nos différents programmes. De plus, le site a accueilli une première vidéo en décembre. Il s'agit d'une animation didactique qui décortique et explique le mécanisme de protection sociale. En 2021, plusieurs capsules vidéo illustrant un aspect de la protection sociale dans différents pays seront diffusées.



Scannez-moi

LA RÉCOLTE DE FONDS



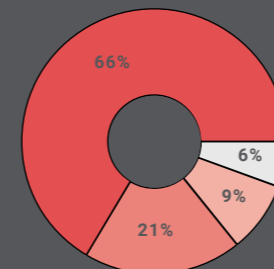
La récolte de fonds assure le suivi et le recrutement des donateur-riche-s : pour 2020, Solsoc a délivré 238 attestations fiscales pour un montant global de 48.981,76 €. La coordination de l'Opération 11.11.11, la nouvelle opération de levée de fonds SOLSOCKS, ainsi que la participation à d'autres événements, comme le Premier Mai font également partie de ses attributions. Solsoc est membre de l'Association pour une Éthique dans les Récoltes de Fonds (A.E.R.F.), réseau auquel il est indispensable d'appartenir pour toute association qui mène une politique de récolte de fonds professionnelle et éthique.

ACTIVITÉS CLÉS, PRINCIPAUX RÉSULTATS EN 2020 :

- Une année confinée - Alors qu'en 2019, Solsoc avait participé à des événements et organisé diverses actions pour récolter des fonds, la pandémie de Covid-19 a chamboulé tout ce qui avait été programmé pour 2020 et nous a obligé à rechercher des pistes alternatives pour pallier l'impossibilité de mener des actions sur le terrain : nous avons donc privilégié la communication virtuelle pour toucher notre public et mis l'accent sur les contacts institutionnels pour tenter de doper notre récolte.
- Une Opération 11.11.11 record! - Nous craignons des résultats en baisse, particulièrement pour l'Opération 11.11.11 étant donné le contexte de distanciation sociale. C'est le contraire qui s'est produit. En effet, Solsoc a réalisé une Opération 11.11.11 record et récolté plus de 26 000 €. De même, les dons individuels sont en légère augmentation 48.981 € (46 807 € en 2019).

MERCI À TOU·TE·S CEUX·ELLES QUI NOUS ONT SOUTENUS !

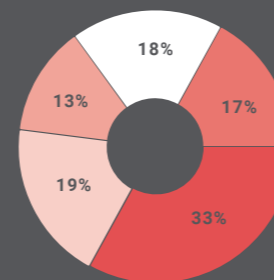
► LES FINANCES



FINANCEMENT DU PROGRAMME ET FRAIS DE STRUCTURE

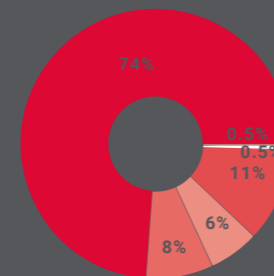
VOLET SUD	▶ 66%	▶ 3.663.196 € *
STRUCTURE SOLSOC	▶ 19%	▶ 1.066.371 €
EVALUATION ET SUIVI DES PROGRAMMES (COÛTS DE GESTION)	▶ 9%	▶ 477.019 €
VOLET NORD	▶ 6%	▶ 307.645 €
TOTAL CHARGES		▶ 5.514.230 €

* 63% des fonds sont directement transférés à nos partenaires Sud pour la mise en œuvre des programmes.



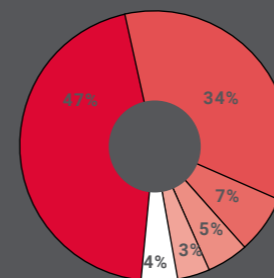
RÉPARTITION DES FINANCEMENTS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

AFRIQUE CENTRALE	▶ 33%	▶ 1.448.479,32 €
AMERIQUE LATINE	▶ 17%	▶ 772.535,47 €
AFRIQUE DU NORD ET PROCHE ORIENT	▶ 13%	▶ 584.362,78 €
AFRIQUE DE L'OUEST	▶ 19%	▶ 857.818,26 €
BELGIQUE	▶ 18%	▶ 784.663,89 €
TOTAL		▶ 4.447.859,72 €



SOURCES DE FINANCEMENT

DGD	▶ 74%	▶ 3.745.431,67 €
ACTION COMMUNE SOCIALISTE	▶ 11%	▶ 580.028,74 €
ACTIRIS	▶ 8%	▶ 411.675,25 €
PUBLIC AUTRES (WBI, PROVINCES, BRUXELLES CAPITALE, ETC.)	▶ 6%	▶ 306.405,69 €
PRODUITS DIVERS (1ER MAI, SOLSOCKS, ETC.)	▶ 0.5%	▶ 23.057,73 €
DONS	▶ 0.5%	▶ 20.095,08 €
TOTAL		▶ 5.095.694,16 €



APPORTS ACTION COMMUNE SOCIALISTE

FGTB	▶ 47%	▶ 272.566 €
UNMS SOLIDARIS	▶ 34%	▶ 198.498 €
GROUPES PARLEMENTAIRES	▶ 7%	▶ 40.000,00 €
P&V ASSURANCES	▶ 5%	▶ 30.000,00 €
PS	▶ 3%	▶ 22.310,00 €
MULTIPHARMA	▶ 4%	▶ 20.000,00 €
TOTAL		▶ 580.028 €

ngamize CORONA



ROOTS